

Le report de l'attaque contre la Syrie et le problème iranien

David Bensoussan

Il semble bien que les États-Unis aient décidé de reporter leur décision d'agir contre la Syrie suite à l'utilisation d'armes chimiques à la Ghouta le 21 août 2013 après que le régime syrien ait accepté (en théorie du moins) de mettre ses armes chimiques sous contrôle international. L'action qui avait été prévue visait à affaiblir Assad et du même coup les intérêts stratégiques de l'Iran qui poursuit une politique d'enrichissement d'uranium qui est sur le point d'atteindre le seuil critique nécessaire à la fabrication d'une bombe atomique. L'agressivité iranienne, ses mensonges répétés relativement à sa production de matériel nucléaire, son anti-américanisme débridé et sa promesse d'effacer Israël de la carte lui ont valu un embargo dont l'efficacité si elle n'est que partielle, n'en est néanmoins patente.

L'Iran soutient avec persévérance le régime syrien, le Hezbollah qui agit comme bon lui semble au Liban et le Hamas à Gaza. Il tente de mettre de son côté les Chiites d'Irak. La Syrie constitue une base opérationnelle sur laquelle l'Iran a misé des énergies et des argents considérables : les spécialistes d'armement iraniens agissent en Syrie ; des détachements de la garde révolutionnaire Quds agissent comme conseillers auprès des officiers syriens. Il n'aurait pas été exclu que l'Iran ne réagisse pas face aux bombardements américains par voie détournée : attaques contre les intérêts américains en Irak par les Chiites, attaques dirigées contre le corps diplomatique américain dans le monde - un plan d'assassinat de l'ambassadeur saoudien aux États-Unis a été déjoué en 2011 ; terrorisme mettant en action les cellules dormantes iraniennes et celles du Hezbollah en Occident ; attaque généralisée contre Israël par le Hezbollah et le Hamas qui disposent de dizaines de milliers de missiles ; fermeture possible du détroit d'Ormuz par lequel transite près de 20% du pétrole mondial. Cette dernière mesure aurait déclenché une attaque américaine massive contre l'Iran.

Les États-Unis sont intervenus par le passé avec l'assentiment de l'ONU : première guerre du Golfe après l'invasion du Koweït par Saddam Hussein en 1998 ; invasion de l'Afghanistan suite aux attentats contre les

tours de la bourse le 11 septembre 2011 puis contre la Libye en 2011. D'autres interventions n'ont pas eu l'aval de l'ONU : en Afghanistan contre les camps d'Al-Qaeda en 1998 ; en Serbie – sous l'égide de l'OTAN - pour mettre fin aux massacres du Kosovo en 1999 ; au Soudan en 1998 et en Irak envahi en 2003. Des bombardements contre les bases des Talibans se poursuivent au Pakistan ; d'autres au Yémen ciblent les bases d'Al-Qaeda.

L'interventionnisme américain vise à protéger la sécurité des États-Unis et à protéger son approvisionnement en pétrole. Il peut y avoir aussi un aspect « moral » tout comme ce fut le cas au Kosovo. Georges Bush fils était persuadé que l'instauration de la démocratie en Irak et en Afghanistan y rétablirait la stabilité. Obama, prix Nobel de la paix, veut enrayer l'utilisation des armes chimiques dans les guerres à venir. Les interventions américaines sont parfois réussies (Kosovo, première guerre du Golfe) ou parfois désastreuses (invasion de l'Irak). L'intervention en Syrie n'aurait pas mis fin à la guerre civile et aurait comporté des risques énormes : les fusées sol-mer chinoises de type *Silkworm* et russes de type *P-800 Yakhont* (portée d'une centaine de km) tout comme les missiles *Seak-5* (de bien plus longue portée) que le président Poutine a menacé de livrer à la Syrie auraient pu faire des dommages considérables à la marine américaine ce qui aurait enclenché une escalade militaire bien plus grande que prévue. Cette possibilité, tout comme le récent appui de l'Union européenne d'une « réponse forte » à Damas auront sûrement poussé les Russes à moduler leur appui inconditionnel au régime syrien. Dans son discours du 12 septembre 2013, le président Obama a déclaré : « Le régime d'Assad et ses alliés ne peuvent menacer sérieusement notre armée. Toute autre mesure de représailles de sa part ne diffère pas de celles auxquelles nous faisons face chaque jour. Ni Assad ni ses alliés n'ont intérêt à une escalade qui causerait sa chute. »

La non-intervention n'élimine pas la prise de risques encore plus graves à plus long terme et ne met pas fin non plus à la guerre civile syrienne. Mais la menace d'intervention militaire a mis en branle une initiative diplomatique. Par le passé, elle a forcé le retrait des missiles soviétiques installés à Cuba durant la présidence de John Kennedy. C'est lorsque le Nord Vietnam fut bombardé massivement en 1972 que Kissinger força l'acceptation d'un accord entre le Vietnam du Nord et le Vietnam du Sud.

C'est durant la guerre de Kippour qu'il commença sa navette diplomatique qui aboutit au traité de paix entre Israël et l'Égypte. C'est parce que les États-Unis étaient sur le point de voter des frappes massives en Syrie et de prendre des risques que la diplomatie russe est intervenue alors que jusque-là elle faisait un blocage systématique à tout règlement. Les initiatives diplomatiques qui interviennent dans des conditions de conflit ou de presque-conflit incitent à des négociations qui sont autrement difficiles à entamer. Le vrai problème au Moyen-Orient demeure l'ingérence iranienne belliqueuse dans la région¹, car la guerre civile syrienne ne va pas cesser pour autant. L'Iran continue de déstabiliser la région et d'enrichir de la matière nucléaire fissile. La résolution américaine est peut-être la seule chance de forcer les négociations entre les belligérants syriens et d'aborder de front le dossier nucléaire si pressant.

¹ <http://therese-zrihen-dvir.over-blog.com/article-iran-si-la-syrie-est-attaquee-elle-frappera-les-etats-unis-l-arabie-saoudite-la-jordanie-la-turquie--119969610.html>